

Police de la pensée et crimes totalitaires

Le *Bunkart Objekti Shtylla* de Tirana (Albanie)

par Thierry TOUTIN*

« In memoriam viktimave të terrorit komunist » (1)
(A la mémoire des victimes de la terreur communiste)

Résumé

Toutes les idéologies extrémistes fondées sur le mensonge, la violence, la haine de l'autre et le repli sur soi révèlent leur vraie nature lorsqu'elles parviennent à s'emparer du pouvoir. Si leurs contenus diffèrent, les méthodes se ressemblent. Les idéologies du national-socialisme allemand, du communisme stalinien et de l'islamisme radical n'ont rien à voir entre elles sur le fond. Il s'agit de trois courants idéologiques dont les deux premiers ont pris le pouvoir au cours du 20^{ème} siècle. Au 21^{ème} siècle seul le dernier est encore très actif, les deux premiers s'étant effondrés. Le national-socialisme (2) a disparu en 1945 entraînant avec lui l'effondrement du III^{ème} Reich. Le communisme stalinien (3) a commencé à s'assouplir en 1953 après la mort de Staline et a disparu avec la chute du mur de Berlin en 1989, entraînant l'effondrement de l'URSS. Ainsi, l'islamisme radical est devenu la principale idéologie des « damnés de la terre » à travers le monde, selon l'expression de l'anthropologue Olivier Roy. (4)

L'ambition du présent article est d'exposer les procédés de l'une de ces idéologies dictatoriales, assez méconnue en Europe de l'Ouest, en vigueur en Albanie jusqu'en 1991. Elle a été rendue possible lors de la visite d'un musée dédié à « la mémoire des victimes de la terreur communiste » situé à Tirana, au cœur de la capitale Albanaise. Cette immersion dans un univers d'une autre époque invite aussi à quelques réflexions sur l'enfer totalitaire et de ses méthodes, quelle que soit l'idéologie en vigueur. L'exposition de nombreux témoignages, archives et photographies de cette période, ne sont pas sans rappeler d'ailleurs les agissements des adeptes de l'idéologie djihadiste (propagande, torture, police de la pensée, exécutions sommaires). Si les idéologies extrémistes qui se suivent depuis des siècles ne se ressemblent pas, leurs pratiques semblent immuables.

Mots-clés : Totalitarisme, propagande, désinformation, fanatisme, police de la pensée.

Summary

All extremist ideologies based on lies, violence, hatred of the other, and self-withdrawal reveal their true nature when they manage to seize power. If their contents differ, the methods are similar. The ideologies of German National Socialism, Stalinist Communism and Radical Islamism have nothing to do with each other on the merits. These are three ideological currents that were active during the 20th century. In the 21st century alone the last is still very active, the first two having collapsed. National Socialism disappeared in 1945, bringing with it the collapse of the Third Reich. Stalinist communism began to soften in 1953 after Stalin's death and disappeared with the fall of the Berlin Wall in 1989, leading to the collapse of the USSR. Radical Islamism has become the main ideology of the « damned of the earth » around the world, as anthropologist Olivier Roy puts it.

* Docteur en droit privé et sciences criminelles, chargé d'enseignement en criminologie.

The first ambition of this article is to expose the processes of one of them, quite unknown in Western Europe, in force in Albania until 1991. It was made possible during the visit of a museum dedicated to « the memory of the victims of communist terror » located in Tirana, in the heart of the Albanian capital. This immersion into a universe from another era also invites some reflections on the totalitarian hell and its methods, whatever the imposed ideology. The exhibition of many testimonies, archives and photographs of this period, are not without reminding the actions of the followers of the jihadist ideology (propaganda, torture, police of thought, summary executions). If extremist ideologies follow each other and are not alike, their practices seem immutable.

Keywords : Totalitarianism, propaganda, misinformation, fanaticism, thought police.

Introduction

A Tirana, capitale de l'Albanie, au cœur des Balkans, un curieux musée mérite le détour. Il porte le nom de *Bunkart 2 Objekti Shtylla*. Il s'agit d'un ancien abri anti-atomique datant de l'époque de la guerre froide. Il a été construit entre 1981 et 1986 sur les ordres du dictateur Enver Hodja, le chef de l'État albanais. C'est l'un des 175 000 bunkers construits à travers tout le pays pour à peine trois millions d'habitants. Cet édifice est composé de 24 pièces dont un appartement qui était réservé au ministre des affaires intérieures. Il est situé à plus de vingt mètres de profondeur, au cœur même de la capitale albanaise, à proximité de la place Skanderberg.

Comme beaucoup d'autres bunkers il a été construit pour résister à une attaque nucléaire restée virtuelle pendant quarante-cinq ans. Le premier Ministre de l'époque, Mehmet Shehu ainsi que le président Enver Hodja avaient ordonné sa construction. Ni l'un ni l'autre ne le verront terminé. Ils décédèrent tous deux avant la fin de sa construction. L'accès unique de cet endroit se faisait à l'époque par le ministère des affaires intérieures.

Depuis la chute du régime en 1991 ce lieu est devenu un musée dont le nom complet est *Bunkart 2 Objekti Shtylla. Musée des victimes de la terreur communiste*. Ce n'est pas le seul. Deux autres musées du même nature, également situés à Tirana portent des noms évocateurs. L'un se nomme « La maison des feuilles » qui tire son nom en raison de la végétation abondante qui le camoufle dans le feuillage. A l'origine ce bâtiment abritait une maternité qui a été transformée en quartier général pour la sécurité d'État, la *Sigurimi*. C'est-à-dire en fait le siège de la police politique Albanaise. Le choix de ce bâtiment par les autorités résidait dans son rapport de contiguïté avec la poste centrale de Tirana. Cela facilitait les « branchements » de communications téléphoniques des citoyens et des touristes placés sur écoutes.

Le troisième musée porte le nom de « Institut d'études des crimes communistes et de ses conséquences » (5). C'est institut abrite la commission d'enquête chargée d'exhumer les archives de l'époque de la dictature.

Visite du *Bunkart Objekti Shtylla*

La visite du « musée des victimes de la terreur communiste » constitue une véritable remontée dans le temps. En empruntant les escaliers qui vous y conduisent, il y a comme une impression de pénétrer dans les entrailles de la répression totalitaire qui sévissait vingt ans plus tôt en Albanie. Une immersion dans un monde terrifiant qui a pris fin dans le sillage de l'effondrement du mur de Berlin. Des centaines de photos, de rapports, d'objets et de reportages concernant les exactions commises pendant l'époque de la « dictature communiste » : internements, interrogatoires, tortures et exécutions, sont exposés à l'intérieur de toute une galerie de pièces souterraines donnant sur quatre corridors éclairés par une lumière volontairement blafarde, histoire de replonger dans l'atmosphère du passé.

Dans des locaux composés de cachots sans fenêtre, quatre thèmes ayant rapport avec les méthodes de la dictature sont exposés. L'un porte sur le laboratoire de criminalistique, le suivant porte sur les motifs d'arrestation par la police politique, la troisième porte sur l'utilisation de la torture, et le dernier porte sur les camps de travail, la détention en prison et les exécutions.

Le laboratoire central de criminalistique

La création en 1945 du nouvel État Albanais dénommé République populaire d'Albanie, nécessitait une nouvelle police qui portât le nom de Police du Peuple. Elle fut créée entre 1945 et 1946, au sein de laquelle fut créée la section de police criminelle. En 1952, une section technico-scientifique fut également créée. La mission initiale de cette section technique était de conduire des enquêtes, avec la section criminelle, reposant sur l'analyse dactyloscopique, l'étude balistique, la détection des faux documents et de la fausse monnaie.

En 1960 la section technico-scientifique fut réorganisée et deviendra le Laboratoire central de criminalistique composé de sections spécialisées dans chacune des branches de la criminologie. Mais, outre l'examen classique des indices, le laboratoire s'est orienté progressivement vers des techniques particulières telles que les « pièges mécaniques », les « digues électriques et secrètes », « l'imitation de l'écriture », la « photographie secrète », les « tournages en caméra cachée » à l'insu des personnes et destinés à piéger les « ennemis de classe », le piégeage des personnes par des poudres non visibles à l'œil nu (fluorescentes probablement), les dispositifs d'écoutes insérés dans les parois des appartements, etc.. La spécialisation de haut niveau acquise par le personnel du laboratoire a reçu au fil des ans des sollicitations de plus en plus nombreuses de la *Sigurimi* pour des missions qui se sont éloignées progressivement de la police scientifique au profit de la police politique.

Ainsi par exemple, les experts ont été conduits à réaliser des clichés photographiques pris secrètement en espionnant la vie privée des gens, à collaborer en procédant à l'imitation d'écriture (ce qui laisse entendre que de fausses

lettres anonymes ont été fabriquées de toutes pièces pour ensuite en attribuer la paternité à des individus parfaitement innocents mais considérés comme « gênants » pour le pouvoir) ou à détecter des échanges de messages secrets, notamment entre les prisonniers et leurs familles qui n'avaient aucune nouvelle de ces derniers.

La quantité de matériels photographiques (haut de gamme pour l'époque), exposé au « Musée des Feuilles » et l'usage qui en a été fait, exposé au « Musée des victimes de la terreur communiste », démontre bien que la photographie a été instrumentalisée comme un important moyen de pression contre les opposants (chantage), un outil de propagande (falsification), voir même de fabrication de fausse preuve (photomontage).

Cependant l'emploi de la photographie à des fins de propagande et de falsification de la vérité n'est pas nouveau dans la logique totalitaire. Les photomontages ne sont pas sans rappeler l'utilisation qu'en avait faite l'Union Soviétique (6) ou l'Allemagne nazie, (7) pour réécrire l'histoire. L'Albanie fera de même pour promouvoir l'image d'Enver Hodja, le chef de l'État. (8) Mais la photographie ne servait pas seulement à la propagande. Elle servait aussi à la surveillance de la population et des étrangers qui se rendaient en Albanie.

Une autre mission de ce laboratoire était d'identifier les auteurs de lettres anonymes qui critiquaient le pouvoir en utilisant ce procédé. Les lettres anonymes ont constitué une forme d'expression de la révolte contre le régime dictatorial, selon les commentaires placardés sur les murs du musée. Les conditions de vie difficiles, le manque de liberté et la répression en vigueur étaient les principaux griefs exprimés par la voie de l'anonymographie. L'étude de ces lettres conservées dans les archives de la CAA (archives centrales d'Albanie) et dans les archives du ministère de l'Intérieur, témoigne du grand désespoir des albanais pendant la période dictatoriale. Certaines lettres anonymes contenaient des attaques personnelles, souvent sous forme de vengeance, dénonçant les dirigeants du parti ou des personnes ciblées. De là aussi la phrase célèbre de cette période : « il y a toujours un anonyme sous la porte... ».

Le phénomène des lettres anonymes a été présent tout au long des années du régime communiste et a été l'un des objectifs prioritaires de la *Sigurimi* qui enquêtait pour détecter les « ennemis de classe ». Dans ces lettres, les insatisfaits ont même osé insulter le chef de l'État Enver Hodja. Parfois en lui écrivant directement. Dans bien des cas, les enquêtes n'ont donné aucun résultat et l'auteur est resté anonyme à moins que l'on s'acharne à en attribuer la rédaction à un innocent. C'est en tous cas ce qui ressort lors de la visite de la pièce concernant les lettres anonymes. Il est fait deux fois mention au recours à l'imitation de l'écriture lors de la période où le laboratoire s'est orienté vers des méthodes dévoyées à la demande de la *Sigurimi*.

Le procédé des lettres anonymes n'est pas sans rappeler la méthode du *samizdat* qu'utilisaient les opposants en Union Soviétique. Il s'agissait d'une sorte de bulletin d'information diffusé clandestinement que devait reproduire à la machine à écrire ou à la main chaque détenteur d'un exemplaire. Ce journal d'information parallèle portait le titre de *Chronique des événements*. Plus large-

ment le *samizdat* était le canal permettant de faire passer sous le manteau toutes sortes d'écrits interdits par la censure officielle soviétique.

L'anonymographie a pris une nouvelle dimension, surtout après 1967, avec la multiplication des collages d'affiches clandestins sur les murs des villes qui visaient des faits précis et des personnes. Dans tous les cas, lorsque l'auteur d'un affichage de rue ou de lettres anonymes était identifié, il risquait une peine de prison pour activité et propagande anti-communiste, soit entre 3 et 5 ans de détention (art. 55 du code pénal albanais de l'époque). Dans la salle des lettres anonymes, plusieurs photographies en noir et blanc montrent des agrandissements de comparaisons d'écritures manuscrites effectués par les experts.

Les chercheurs et les citoyens albanais ont été surpris de constater que le « Laboratoire » soit resté l'une des dernières institutions à avoir conservé le même nom après la chute du régime communiste. Ce n'est qu'en 2000 qu'il a pris le nom d'Institut de police scientifique, sans doute pour faire oublier la mauvaise réputation de ce « laboratoire » lorsqu'il était au service de la police politique. Depuis, ses attributions sont redevenues plus conformes aux objectifs d'une véritable police scientifique.

Les motifs d'arrestation par la police politique (9)

Quels étaient les crimes commis par les citoyens albanais ? Quels crimes avaient-ils commis au point de subir une répression aussi féroce constituée de sévices, de tortures, d'internements arbitraires de longue durée dans des conditions effroyables, ou d'exécutions sommaires ? La visite de « La maison des Feuilles », c'est-à-dire de l'ancien siège de la *Sigurimi* (police politique) outre l'impressionnant matériel de prise de vues photos et d'écoutes téléphoniques exposé, donne d'importants éléments d'information aux visiteurs.

Sur un pan de mur, un tableau noir gigantesque allant du sol au plafond, sont mentionnés les motifs d'arrestations et leur nombre correspondant. Ce tableau rédigé en deux langues, albanaise et anglaise porte le titre de « Table of arrests by *Sigurimi* between 1973-1981 for crimes against the state according to different types of offence » que l'on peut traduire ainsi : tableau des arrestations par la *Sigurimi* entre 1973-1981 pour crimes contre l'État selon le type d'infraction.

Les chiffres exposés couvrent une période de neuf ans (1973-1981). Les motifs d'arrestation sont les suivants : espionnage, ennemi du parti, agitation et propagande anti-communiste, tentative d'évasion (hors du pays), suspicion de provocation, suspicion de terrorisme, subversion, nuisance à la propriété de l'État, sabotage. Des motifs qui, pour la plupart, s'apparentent plus à de véritables délits d'opinions qu'à des infractions pénales qu'il convenait de réduire au silence coûte que coûte. Ce à quoi va s'employer la *Sigurimi*.

La plupart des motifs sont identiques à ceux que l'on rencontrait dans toute la sphère des démocraties populaires d'Europe de l'Est de l'époque. L'infraction d'agitation et de propagande anti-communiste n'est pas sans rap-

peler l'infraction d'activité antisoviétique en URSS (10). Elle permettait de réduire au silence toutes formes d'opposition. Les suspicions de provocation, de terrorisme ou de subversion ont aussi la même finalité. Ces infractions offrent également l'avantage de « ratisser large », faute d'éléments constitutifs stricts et précis. Comme tout délit d'opinion, ils ont conduit à des procès politiques d'intention dont la finalité était identique à celle des procès de Moscou. (11) De nombreuses photos attestent de ces procès truqués où comparaissaient des Albanais ayant avoués sous la torture tout et son contraire. Le but étant d'éradiquer toute forme d'opposition par le truchement de procès trafiqués et de preuves falsifiées. Quant aux motifs liés à l'espionnage, comme en Union Soviétique, il permettait d'ajouter une forme de déshonneur à la répression. Le mis en cause était considéré non seulement comme un « ennemi de classe » mais aussi comme « un traître » qu'il fallait supprimer.

A la lecture de ce tableau mural, on peut observer que les trois motifs d'arrestation les plus utilisés sur la période considérée (1973-1981) sont l'agitation-propagande anti-communiste (55,4 % des arrestations), la tentative d'évasion hors du pays (17,2% des arrestations) et l'espionnage (14% des arrestations). C'est-à-dire en langage clair, des gens sévèrement réprimés pour avoir formulé des propos contre le régime dictatorial (agitation et propagande anti-communiste), avoir voulu se sauver d'un univers concentrationnaire (tentative d'évasion hors du pays) dont certains seront finalement déshonorés et affublés du qualificatif de « traître » (espionnage). Quant aux motifs les moins utilisés ils sont les suivants : suspicion de terrorisme (0,9%), subversion (1,2%) et suspicion de provocation ou d'instigation (?) (1,5%). Quant aux années d'intense répression, 1979 arrive en tête (466 arrestations tous motifs confondus), suivis de l'année 1977 (466 arrestations tous motifs confondus) puis 1975 (421 arrestations tous motifs confondus) semblent les plus actives en la matière.

Au sujet des « évasions du pays », il est fait état qu'entre 1944 et 1990, 9220 personnes ont fui ou tenté de fuir l'Albanie. 988 seront exécutées avant d'avoir pu franchir les frontières. Cette situation n'est pas sans rappeler les tentatives de fuite des ressortissants de l'ex Allemagne de l'Est (RDA) qui cherchaient à franchir le mur de Berlin au prix de leur vie. Les « évasions » hors du pays étaient considérées comme un acte hostile envers le régime et une très mauvaise publicité qui lui était faite. On ne s'évade pas d'une société offrant un « bonheur insoutenable » (12)

L'accélération répressive de 1979 est probablement en corrélation avec le contexte de l'époque où l'Albanie rompt toute relation avec le reste du monde, y compris avec ses partenaires. Enver Hodja avait accédé au pouvoir au nom d'une idéologie de libération contre l'envahisseur fasciste. L'Albanie avait été annexée par l'Italie fasciste de Mussolini en 1939. Le pays sera libéré en 1945 et Enver Hodja accèdera au pouvoir après avoir vaincu les occupants de son pays. Mais une fois les Italiens partis, la lutte contre les « ennemis de classe » va continuer pendant plus de quarante ans. Le régime se durcit et la répression s'organise contre de supposés traîtres qui étaient en fait des intellectuels ou des opposants au régime (dont d'anciens membres de l'appareil d'État tel

Mehmet Shehu, ministre de l'intérieur assassiné). Enver Hodja avait régné d'une main de fer sur l'Albanie avec tout d'abord l'aide de la Yougoslavie de Tito (rupture des relations en 1948 avec Tito), puis de l'Union Soviétique de Staline (rupture des relations en 1961 avec l'URSS) et enfin avec celle de la Chine de Mao Tsé Toung (rupture des relations en 1978 avec la Chine). A partir de 1979-1980, isolé du reste du monde, ayant rompu avec tous ses partenaires, le pays va se refermer progressivement dans une autarcie absolue livrée à la merci de son dictateur.

L'utilisation de la torture

A l'entrée d'une petite salle très obscure dénommée « salle d'enquête », sans fenêtre, ressemblant à une cellule équipée sommairement d'une table et de deux chaises, un large panneau mural porte le titre suivant : « Les 36 méthodes de tortures utilisées par les enquêteurs de la *Sigurimi* ». Ce panneau présente les diverses formes de souffrances physiques et/ou psychologiques infligée par la police politique contre toute forme d'opposition ou de dissidence. Parmi les méthodes employées certaines conduisaient jusqu'à la mort de la victime, d'autres ne semblaient n'avoir d'autres buts que de créer de l'effroi et arracher ainsi des aveux sous le poids de la souffrance. La liste exposée ci-dessous surprend par la variété de méthodes utilisées et sa cruauté. (13) :

1. Les coups de bâton occasionnant des blessures
2. Les plaies grattées avec des bouts de bois
3. L'utilisation de l'électricité
4. L'introduction du sel en grande quantité dans la nourriture
5. Laisser une personne dans un baril d'eau froide
6. Laisser une personne sans manger jusqu'à mourir de faim
7. Laisser sans manger un certain temps
8. Laisser une personne nue dans le froid
9. Le supplice de la veste (ce supplice consistait à placer une longue barre de bois sous la veste des victimes, au niveau du dos et de les attacher de manière humiliante comme s'ils allaient être rôtis comme du gibier)
10. Explosifs placés à l'intérieur des vêtements de la personne avec menaces de déclencher l'allumage. Procédé ayant occasionné des crises nerveuses et troubles psychiques (probablement des états de stress post traumatiques).
11. Seins sertis avec des pinces
12. Introduction d'excréments dans la bouche
13. Pendaison par les pieds
14. Attaché en suspension bras tendus au plafond
15. Longues expositions au soleil, le corps enterré laissant dépasser seulement la tête (ce procédé ne constituait pas seulement une torture mais aussi un exemple ou un avertissement adressé aux autres prisonniers). Se pratiquait surtout dans les camps de travaux forcés

16. Chat placé dans les sous-vêtements féminins causant des griffures après avoir été excité par des coups de bâtons à travers les vêtements de la victime
17. Creuser sa propre tombe
18. Introduction du canon d'une arme dans la bouche
19. S'attaquer à l'honneur des femmes et jeunes filles (ici il est probable qu'il s'agissait de rumeurs désobligeantes propagées contre les détenues féminines)
20. Brûlures sur les organes sexuels
21. Usage du fouet
22. Eau froide versée sur la tête
23. Utilisation du fouet jusqu'au sang
24. Obligation de rester des heures debout
25. Dormir à même le sol en ciment, sans couverture
26. Provoquer la soif et donner de l'eau salée à boire
27. Rester plusieurs jours attaché avec des menottes
28. Obligation de chanter toute la nuit jusqu'à l'abrutissement
29. Enfermement d'un vieil homme dans un cachot obscur, obligé d'aboyer comme un chien
30. Enduire de marmelade le nez, les yeux et les oreilles d'un détenu et obliger un autre détenu à le lécher
31. Bruits assourdissants répétitifs occasionnant des états de stress (probablement enregistrés et passés en boucle de jour et de nuit)
32. Introduction de fumées dans les cellules des détenus provoquant des intoxications
33. Victime placée de force dans un cercueil
34. Tabassage par coups de pieds et coups de poing
35. Projeté d'un point haut (probablement défenestration sans décès mais avec blessures ou fractures)

Si toutes ces formes de tortures étaient utilisées par la police politique, nous ne savons pas quelles étaient les plus récurrentes et combien de personnes ont perdu la vie sous la férule de ces violences (14).

Les camps de travaux forcés, la détention en prison et les exécutions

Dans cette pièce, plusieurs affiches décrivent, photos à l'appui, les conditions de détention des prisonniers politiques et leurs exécutions. L'une d'elle relate que durant la période de la dictature 1945-1991, plus de 6000 personnes ont été exécutées avec ou sans procès. Selon l'Institut d'études des crimes du communisme et de ses conséquences, le détail de ces chiffres fait état de 5577 hommes et 450 femmes exécutés, pour un pays comptant moins de trois millions d'habitants. Soit plus de 130 exécutions capitales par an pendant quarante-cinq ans. Les corps des défunts n'ont jamais été restitués aux familles qui ne

savent pas ce qu'ils sont devenus. L'affiche rappelle qu'il existe également de nombreux rapports indiquant que des prisonniers politiques sont morts dans des prisons ou des camps de travaux forcés à la suite de tortures, de maladies, de faim ou d'autres causes telles que le suicide.

Même dans les cas de suicide ou de maladie, les corps n'ont pas été restitués aux familles, car sous le régime communiste, le corps du condamné restait à la disposition de l'État. Il est bien possible que l'objectif réel de ces non-restitutions était d'empêcher la transformation des tombes de prisonniers politiques en lieux de commémorations pour des rassemblements ou des manifestations contre la tyrannie, mentionne le commentaire à ce sujet.

Depuis la fin du régime (1991) et le retour à la démocratie, les institutions publiques et les proches des disparus n'ont retrouvé qu'une centaine de corps généralement non identifiables. L'une des premières découvertes de cadavres de personnes exécutées remonte à 1993 près du pont de Beshiri à Tirana où furent exhumés 22 corps. D'autres découvertes ont permis d'exhumer 13 corps ainsi que des restes humains non encore identifiés par l'Institut de médecine légale d'Albanie. D'après les informations recueillies auprès de témoins et les documents conservés, 29 points-chauds ont été localisés en Albanie, où l'on soupçonne qu'il y aurait des charniers de prisonniers politiques enterrés après avoir été exécutés pendant le régime.

La commission internationale pour les personnes disparues (IC-MP. *International commission on missing persons*) (15) et les autorités albanaises ont publiquement engagé le lancement d'une campagne d'identification et de recherche des personnes disparues. L'adoption de la loi sur l'ouverture des dossiers du régime communiste pourrait accélérer utilement le processus, nous disent les documents exposés.

Dans la salle dédiée aux « camps de travail et d'internement » il est expliqué que sous Enver Hodja, le code pénal comprenait 34 crimes punissables de la peine de mort dont 12 étaient des motifs à caractère politique tel que la fuite hors du territoire Albanais (art. 47), le sabotage contre l'économie socialiste et contre l'État (art. 53) ou l'agitation et la propagande fasciste, religieuse, anti-démocratique ou anti-communiste (art. 55). En 1952, pendant la période de suspicion généralisée d'un possible complot ourdi par les anglo-américains, sur fond de paranoïa collective exploitée par la propagande, fut introduite dans le code pénal la peine de mort pour toutes formes de conspiration contre l'État. Quelques crimes à caractères politiques comme ceux prévus à l'article 55 du code pénal furent même introduit dans la Constitution albanaise.

En mai 1990 un allègement des sanctions a réduit à 11 le nombre de crimes passibles de la peine de mort. Les personnes ciblées et exécutées sous le régime étaient particulièrement les intellectuels, les politiciens tombés en disgrâce, les membres du clergé, les petits propriétaires fonciers et les hommes d'affaires. Après la chute de la dictature, les condamnations à mort ont continué mais seulement pour les crimes de droit commun. La dernière condamnation à mort a été rendue le 15 mars 1995 à Tirana. A la suite d'un moratoire, l'abandon définitif de la peine de mort en Albanie est devenu officiel en 1999.

Quand ils n'étaient pas exécutés, les prisonniers politiques étaient « rééduqués » dans des camps de travail, conformément à la ligne idéologique officielle. Ainsi, parallèlement aux prisons entourées de barbelés et de soldats, dans lesquelles des prisonniers étaient détenus sans occupation particulière, le régime a progressivement ouvert des camps de travaux forcés. Les camps de travail étaient des endroits où la sanction consistait à la rénovation de bâtiments publics, l'extraction de minéraux ou l'agriculture. Ces camps étaient construits à proximité des lieux où les détenus devaient travailler, tels que les mines de cuivre par exemple. Presque tous les détenus capables de travailler ont été placés dans ces camps et, au fil des années, leur nombre a dépassé celui des prisons. Ce système a ainsi offert une main d'œuvre gratuite au régime, exécutée par des hommes réduits en esclavage.

Au cours des années de dictature, les grands travaux publics d'aménagement du territoire en Albanie ont été réalisés grâce au travail forcé (et gratuit) des prisonniers (prisonniers politiques aussi bien que de simples détenus de droit commun). Parmi les prisons destinées aux « ennemis publics », la plus connue est celle de Burrell, considérée comme un lieu sinistre duquel il était impossible de s'échapper et dans lequel les prisonniers politiques vivaient dans des conditions inhumaines, nous indique le panneau de présentation situé à l'entrée de la pièce.

Concernant les camps de travail, il y en avait 20 de 1946 à 1950. Mais entre 1950 et 1990, 90 autres ont été construits. Le plus important et le plus terrible des camps est celui de Spaç, ouvert de 1968 à 1990, dont les détenus étaient destinés à l'utilisation des mines de cuivre. La vie dans les prisons communistes et dans les camps de travail était très rude. Comme nous l'avons vu, les prisonniers politiques étaient souvent inculpés sur la base de fausses preuves ou selon des aveux extorqués sous la torture par la *Sigurimi*. Une fois incarcérés, ils étaient encore surveillés par des informateurs à la solde de la police politique. Ainsi, nous disent les documents exposés à la vue du public, pour quelques morceaux de pain supplémentaires et un peu de savon, certains détenus dénonçaient d'autres prisonniers qu'ils envoyaient vers un funeste destin sur la base de fausses allégations.

Selon les archives du ministère des affaires intérieures, un recensement faisait état de 25 000 condamnés politiques détenus en 1990. Mais on ne sait pas à partir de quelle période les chiffres ont été pris en considération. Nous ne savons rien non plus sur la période 1945-1946. Des estimations globales font plutôt état de 30 000 à 34 000 détenus politiques dans les camps et prisons albanaises entre 1945 et 1991.

Un rapport publié en 2016 par l'Institut d'études des crimes du communisme et de ses conséquences en Albanie (ISCCC), précise que le nombre de prisonniers politiques étaient de 26 768 hommes et de 7362 femmes dont officiellement plus de 984 moururent de faim ou de froid et 308 développèrent des troubles mentaux. Mais un nouveau rapport de l'ISCCC a revu à la hausse le nombre détenus en prison et d'internés en camps de travail, pendant la période 1944-1990. Ce chiffre fait état de 59 009 prisonniers. Selon le même

rapport, le nombre de personnes décédées au cours de ces détentions seraient de 7022 personnes pour lesquelles en l'état actuel des recherches, sur les causes du décès. Les corps des prisonniers décédés en prison ou dans les camps de travaux forcés n'ont jamais été rendus à leurs proches, quel que soit l'origine du décès.

Les internés qui étaient principalement accusés d'évasion ou d'agitation et de propagande étaient non seulement privés de liberté mais en plus ils étaient coupés de leur famille. Généralement les détenus originaires du nord de l'Albanie étaient transférés dans le sud et ceux originaires du sud étaient transférés dans le nord. A partir de 1979, les internements ont été étendus aux mineurs de plus de 14 ans. Dans de nombreux cas, la durée de l'enfermement était d'au moins 20 ans de détention. Chaque décision a été supervisée avec l'aval du Parti. Les mesures d'internement ont également été appliquées à titre de mesure préventive pour les détenus de droit commun.

Selon les chiffres récemment communiqués par les institutions gouvernementales chargées d'octroyer une indemnisation pour les dommages causés pendant la dictature, le nombre de détenus identifiés serait de 12 500 personnes, mais il ne prend pas en compte les mineurs.

La fin de la visite se termine avec la présentation des mesures de bannissement (c'est-à-dire les mesures d'expulsion du domicile). Le bannissement était considéré comme une mesure « plus douce » que l'internement dans les camps. Il consistait à éloigner des individus et leurs familles hors de leurs domiciles pour les contraindre à vivre aux confins du pays en zone rurale essentiellement, coupés de tout leur environnement habituel et parfois privés de leurs biens. Le 10 janvier 1949, le régime communiste a signé le premier décret visant à légaliser le bannissement et les confiscations qui s'appliquaient aux ennemis du Parti depuis 1944, mais sans aucune base légale jusque-là. Selon de récentes estimations, entre 6000 et 8000 personnes auraient été « bannies » pour différentes raisons. Mais là encore, ce sont des chiffres approximatifs qui ignorent les bannissements dits « volontaires » consistant pour les autorités à faire pression sur les « familles ennemies » en leur « suggérant » de déménager de leur « plein gré » sans avoir à donner des ordres écrits pour cela.

Les mesures de bannissement étaient surtout prises à l'encontre des familles de prisonniers politiques et de toute autre personne représentant des menaces sociales. Pour le chef de l'État Albanais, « la punition est une arme entre les mains du Parti et du peuple pour défendre nos victoires socialistes des éléments ennemis et des malfaiteurs et pour soutenir fermement le travail éducatif du Parti avec les masses ». (16)

Conclusion

Depuis la nuit des temps, des individus ont basculé à des degrés variables dans la violence idéologique puis dans la violence d'État après avoir pris le

pouvoir. Ils ont eu recours aux mêmes méthodes dont la finalité était de conserver le pouvoir par l'éradication de toute forme d'opposition et l'emploi d'une redoutable propagande mensongère. Ces idéologies totalitaires qui imposent leur vision du monde par la violence la plus extrême ne sont pas conduites par des fous. Ils ne sont pas fous comme on est « normalement » fou. Le professeur Chouvier observe que « le fanatique est l'homme du sacré, mais pas n'importe quel homme, ni n'importe quel sacré. Il est celui qui se voue corps et âme à sa cause jusqu'à l'excès, jusqu'à la plus folle passion » (17)

Dans l'islamisme radical, la justification des cibles et des méthodes repose sur une vision persécutive et victimaire de l'islam et des musulmans. Dans le camp des ennemis, les islamistes ont placé l'Occident dans sa globalité, mais aussi les chiites, l'Iran, la Turquie et les états arabes modérés.

Le communisme-stalinien prôné par Enver Hodja reposait sur une hypothétique attaque « réactionnaire » en provenance tour à tour, des États-Unis et de l'Angleterre, puis de la Yougoslavie, de l'Union soviétique et de la Chine vers laquelle s'était pourtant tourné le chef de l'État Albanais.

Les idéologies qui reposent sur la haine, la violence, l'hypocrisie, le mensonge et la suspicion n'ont pas de vocation pérenne car elles finissent tôt ou tard par être renversées. La stratégie du chaos s'achève toujours, à terme, par une fin brutale. Les mouvances totalitaires, sectaires ou autoritaires ont fini par laisser les peuples qui croyaient dans un bonheur devenu insoutenable dans lequel ils avaient foi initialement. En outre, comme tous les systèmes du même type, les loups finissent par se dévorer entre eux avant la chute qui interviendra tôt ou tard. Ce fut le cas pour Léon Trotski écarté puis exilé et finalement assassiné sous Staline, pour Memet Shehu « suicidé » sous Enver Hodja, pour Kurt von Schleicher assassiné sur ordre d'Hitler, pour Liu Shaoqi écarté puis emprisonné sous Mao Tsé Toung et pour Danton, guillotiné sur ordre de Robespierre pendant la Terreur.

Dresser une liste des régimes totalitaires à travers le temps n'est pas simple car ils ont été nombreux et n'ont pas tous été impliqués au même niveau dans la tyrannie des peuples (18)

Les systèmes démocratiques porteurs de valeurs universelles, intrinsèquement liées aux aspirations les plus profondes de l'Homme : la liberté, la prospérité, la fraternité et le progrès finissent toujours par prendre le dessus car ces valeurs répondent aux aspirations les plus profondes de tout être humain.

Le livre d'Orwell, *1984*, dépeignait l'enfer stalinien, comme il pouvait dépeindre l'enfer hitlérien ou n'importe quel autre enfer du même type. Au 21^{ème} siècle, l'enfer djihadiste a réussi deux fois (19) à s'emparer du pouvoir de manière éphémère pour imposer sa vision du « paradis ». *1984*, tel un perpétuel avertissement, nous rappelle s'il en était besoin, que le paradoxe de la mécanique implacable du fanatisme est de promouvoir « sa » vision du paradis qui devient vite un enfer, lorsqu'elle parvient au pouvoir. infernale de la tyrannie et ses piliers.

Bibliographie

Ouvrages

- Aron R., *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1987.
- Arendt H., *Les origines du totalitarisme*, Paris, Seuil, 2005.
- Artemova A., Rahr L., Slavinsky M., *Condamnés à la folie*, Paris, Stock, 1976.
- Jaubert A., *Le Commissariat aux archives. Les photos qui falsifient l'histoire*, Barrault, 1986.
- Besançon A., *La falsification du Bien. Soloviev et Orwell*, Paris, Julliard, 1985.
- Samatan M., *Droits de l'homme et répression en URSS. L'appareil et ses victimes*, Paris, Seuil, 1980.
- Courtois S., *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- Andrejew I., *Le droit pénal comparé des pays socialistes*, Paris, Éditions A. Pédone, 1981.
- Ancel M., (sous la dir.), *Le système pénal soviétique*, Paris, LGDJ, 1975
- Barnavi E., *Les religions meurtrières*, Paris, Champs Actuel, 2016.
- Bénichou D., Khosrokhavar F., Migaux P., *Le djihadisme*, Paris, Plon, 2015.
- Boukovsky V., *Une nouvelle maladie mentale. en URSS : l'opposition*, Paris, Seuil, 1971.
- Bronner G., *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent fanatiques*, Paris, Puf, 2015.
- Browning C., *Des hommes ordinaires. Le 101^{ème} bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994.
- Camous T., *La Violence de masse dans l'histoire*, Paris, Puf, « Hors collection », 2010.
- D'Almeida F., *La manipulation*, Paris, Puf, Collection Que sais-je ? n°3665, 2003.
- Etienne B., *Les Combattants suicidaires*, Paris, l'Aube, 2005.
- El Difraoui A., *Al Qaida par l'image. La prophétie du martyr*, Paris, Puf, Collection Proche-Orient, 2013.
- El Rhazoui Z., *Détruire le fascisme islamique*, Paris, Ring, 2016.
- Kadaré I., *Invitation à l'atelier de l'écrivain*, suivi de *Le poids de la croix*, Paris, Fayard, 1991.
- Moscovici S., *L'âge des foules. Un traité historique de psychologie des masses*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- Lévin I., *Un bonheur insoutenable*, Paris, Robert Laffont, 1970.
- Ohler N., *L'extase totale. Le Illème Reich, les allemands et la drogue*, Paris, La découverte, 2016.
- Onfray M., *Théorie de la dictature*, Paris, Robert Laffont, 2019.
- Orwell, G., *1984*, Paris, Gallimard, Collection Folio, 1972.
- Sauvayre R., *Croire en l'incroyable*, Paris, Puf, 2012.

Revues spécialisées

- Deron F., « La chine s'inspire de l'URSS en psychiatrie politique », *Archives Le Monde*, 23 août 2002.
- Garrabé J., Morozov P., « Les écrits français de Wladimir Serbski », *Annales Médico-psychologiques*, vol.149, n°4, avril 1991.
- Litinetskaïa M, Guelfi J-D., « Fanatisme et délire : les frontières psychiques », *Annales Médico-Psychologiques*, septembre 2015, n°173, 7, p. 618-622.
- Mehanna M., « Vladimir Boukovsky, Une nouvelle maladie mentale en URSS : L'opposition », *Revue Européenne de Psychologie et de Droit*, 09 mars 2012.
- Pajo M., « Consequences of the totalitarian past on the albanian post-communist society », *European journal of multidisciplinary studies*, vol.3/1, sept.-dec., 2016.
- Roisin J., « Hypothèse sur le fanatisme barbare », *Stress et trauma*, 2008, p. 129-135.
- Squaver A., « Figure clinique du fanatique », *Synapse*, 2007, 230, 20-26.
- Le Figaro-Histoire, « 1789-1793, la fabrique de la Terreur », n°43, avril-mai 2019.

Adresses des trois musées de Tirana (Albanie)

- Bunkart Objekti Shtylla*, (ancien abri anti-atomique), rruga Fadil Deliu n°1001, Tirana.
- Maison des Feuilles*, (ancien siège de la police politique *Sigurimi*), rruga Ibrahim Rugova, Tirana.
- ISCCC*, (Institut d'études des crimes du communisme et de ses conséquences), rruga G.W Bush, n°1 Tirana.

Notes

- 1 Mention rédigée en albanais et gravée dans le marbre à l'entrée du Musée « Bunkart Objekti Shtylla », situé à Tirana, capitale de l'Albanie.
- 2 Le III^{ème} Reich et le national-socialisme est un régime conduit par Adolf Hitler de 1933 à 1945. Il était basé sur la supériorité de la race aryenne, l'antisémitisme, l'anticommunisme et l'eugénisme. Il a été à l'origine de la mort de plus de 50 millions de personnes, principalement liés aux crimes du Front de l'Est (Seconde Guerre mondiale), aux génocides juif et tsigane, aux privations et exactions envers les peuples « slaves » et occupés.
- 3 L'URSS et le stalinisme est un régime conduit par Joseph Staline de 1929 à 1953. Il reposait sur les idéaux du communisme, du marxisme-léninisme et de l'athéisme d'État. Il a été à l'origine de la mort de plus de 50 millions de personnes principalement liés aux crimes de la Seconde Guerre mondiale, aux déportations de minorités, aux famines organisées (Holodomor), aux victimes du Goulag.
- 4 <https://www.atlantico.fr/decryptage/2221200/comment-l-islam-est-devenu-la-nouvelle-ideologie-des-damnes-de-la-planete-olivier-roy-haoues-seniguer>
- 5 Institute for the studies of communism crimes and its consequences. Tirana, Albanie.
- 6 Jaubert A., *Le Commissariat aux Archives, les photos qui falsifient l'histoire*. Barrault, 1986, p. 15-38.
- 7 Jaubert A., *op.cit.*, p. 61-72.
- 8 Jaubert A., *op.cit.*, p. 150-156.
- 9 Les motifs d'arrestation par la police politique sont exposés au musée de la Maison des Feuilles, siège de la *Sigurimi* pendant la dictature.
- 10 Infraction prévue et réprimée par l'article 70 du code pénal de la RSFSR (république socialiste fédérative soviétique de Russie).
- 11 Les procès de Moscou sont une série de procès truqués organisés pendant la terreur stalinienne entre août 1936 et mars 1938 dans le cadre des « purges ». Ces parodies de Justice permettaient d'éliminer toute opposition au régime soviétique. Les accusés étaient généralement condamnés à mort et rapidement exécutés. Le terme « procès de Moscou » désigne une pseudo-Justice, inhumaine, expéditive et « truquée ».
- 12 Lévin I., *Un bonheur insoutenable*, Robert Laffont, 1970.
- 13 Le nom de ces méthodes a été traduit le plus fidèlement possible.
- 14 Traduit de l'anglais par l'auteur. Certains procédés ont été complétés par un commentaire entre parenthèses car il n'est pas certain que la traduction reflète exactement la réalité subie par les victimes, surtout pour les points 10, 17, 22 et 24.
- 15 Créée en 1996 et initialement établie à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, l'organisation avait à l'origine pour mission d'identifier les corps de milliers de victimes de la guerre des Balkans. Depuis son déménagement le 24 octobre 2017 à La Haye, aux Pays-Bas, et la création de son nouveau laboratoire de pointe, l'ICMP s'ouvre à de nouvelles perspectives : celles, entre autres, de rechercher des migrants disparus et d'identifier les corps de naufragés rejetés sur les côtes du sud de l'Europe après avoir tenté de traverser la Méditerranée.
- 16 Extrait d'un discours d'Enver Hodja, chef de l'État Albanais, 1972.
- 17 Chouvier B., *Les fanatiques : la folie de croire*, Paris, Odile Jacob, 2009.
- 18 Selon une liste non exhaustive concernant les totalitarismes du 20^{ème} siècle, dressée par *Wikipédia*, nous trouvons pêle-mêle les régimes et idéologies suivants :
Le national-socialisme sous le III^{ème} Reich, régime conduit par Adolf Hitler de 1933 à 1945. Il était basé sur la supériorité de la race aryenne, l'antisémitisme, l'anticommunisme et l'eugénisme. Il a été à l'origine de la mort de plus de 25 millions de personnes liés aux crimes du Front de l'Est (15 millions de morts, soviétiques et polonais), aux génocides juif et tsigane (6 millions de morts), aux privations et exactions envers les peuples « slaves » et occupés.
Le stalinisme en URSS, régime conduit par Joseph Staline de 1929 à 1953. Il reposait sur les idéaux du communisme, du marxisme-léninisme et de l'athéisme d'État. Il a été à l'origine de la mort de plus de 20 millions de personnes principalement liés aux déportations de minorités, aux famines organisées (Holodomor), (11 millions de morts en conséquence de la famine organisée) et aux victimes du Goulag.

L'impérialisme expansionniste du Japon, 1931-194, dont l'idéologie reposait sur le militarisme, le nationalisme et la supériorité de la race. Il a été à l'origine de 25 millions de morts principalement liés aux crimes de la Guerre sino-japonaise (1937-1945) et de la Guerre du Pacifique, aux privations et exactions envers les peuples occupés, aux cas d'esclavage sexuel.

Le maoïsme dans la Chine populaire de Mao Tse Toung, 1949-1976 dont l'idéologie reposait sur le marxisme, la Révolution culturelle et le Tiers-mondisme. Il est à l'origine de 60 à 80 millions de morts liés principalement aux privations et à la grande famine du « Grand Bond en avant » (35 millions de morts), et aux victimes du Laogai (25 millions de morts)

Le maoïsme dans le Cambodge des Khmers Rouges et de Pol Pot de 1975-1979 dont l'idéologie reposait sur le stalino-maoïsme. Il a été à l'origine de plus de 2 millions de morts principalement liés aux crimes de la Guerre civile cambodgienne (1967-1975), aux travaux forcés, aux privations et aux exterminations de masse.

Le djihadisme de l'État islamique d'Abou Bakr al Bagdhadi, de 2014-2019 qui reposait sur l'idéologie salafiste djihadiste. Plusieurs massacres et attentats sur l'ensemble du globe, dans le cadre de la guerre d'Irak et de la guerre civiles syrienne. Génocide et esclavage sexuel contre la minorité yézidie. Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Totalitarisme>.
Figures et crimes du totalitarisme.

19 Emirats islamiques d'Afghanistan, 1996-2001, dirigé par les talibans et l'Etat islamique, 2014-2019, dirigé par les djihadistes de Daech.